Revue de presse du 14 février 1936

Les grands titres

Central du Parti Socialiste

Directeur Politique : LÉON BLUM

IMphone | Jacqu's 20 hours | TRUDAIND D4-66 # 94-47 | Assent's 20 hours | TRUDAIND D4-66 # 94-47 | Assent's 20 hours | TRUDAIND D4-66 # 94-47 | Assent's 20 hours | TRUDAIND D4-66 | NALVOUL-WANG

Administrateur-Délégué:

Un an...... 50 fr. Un an.... 170 fr. 8tz meds ... 65 fr. 8tz meds ... 65 fr. Trois meds ... 45 fr. Trois meds ... 45 fr.

Adresser mandate et valeurs à JEAN LEBAS Compte chêque postal 279-37 Paris

VENDREDI 14 Février

victime attentat fasciste

Boulevard Saint-Germain, plusieurs



à la Chambre la plus vive indignation

Ces mots seront sur toutes les lè-vres, exprimant désormais la volon-té farouche et déterminée des mas-

té faroucne es ses ouvrières.
L'assassinat, les attentats indivi-

Le Parti socialiste, la classe ou- journaux d'extrême-droite désignent vrière, les républicains et les démo-certains des nôtres comme des ci-crates de ce pays auront appris avec bles au poignard, au revolver ou à une émotion indicible, et aussi avec la martaque des assains. l'indignation la plus vive et la celère la poissains. Comment voulez-vous que ces re la plus légitime, le lâche attentat dont Léon Blum a été, hier, la vic-bles ne portent pas leurs fruits à time.

Nos vœux les plus affectueux, unoir d'été de 1914, c'est fe tout d'abord vers l'honme admira- tont naturellement armé pour le ble que nous avons unanimement crime. Hier, ils étaient des douzaines placé à notre tête.

Je le lu jai dit, il y a un instant,

crime. Hier, ils étaient des douzaines la fleur de lys et l'insigne Croix de Feu à la boutonnière, qui, subitement mis en présence de Léon Blum — d'un homme qu'on les invite quotidiennement à abattre en un geste soi-disant patriolique — se sont rués sur lui aux cris de Y « A mort! Tuous-le! »

Ils auraient tué également Gorges et Germaine Monnet, qui, très courageusement, défendairent leur chef et leur ami.

Oui, oui, sasez ! Assez !

Il faut en finir!

Ces mois seront sur toutes les lè-

Je le lui ai dit, il y a un instant,



Germaine Monnet.

The saminat, les attentats individuels ne seront plus tolérés. Mais la préparation du meurte non plus. Le gouvernement a fait hier, de vant une Chambre frémissante, des rouve un Léon Blum plein de courtent par le courseine vers lui dans l'état d'anspoire que vous devinet. I democratie française doit être vineur et d'entre nous qui accourseinet ver lui dans l'état d'anzolise que vous devinet. I democratie française doit être vineur et d'entre nous qui accoursement et efficacement de fiendue.

Nous ne nous payons plus de moutre prise de cet attentat. Les les pays républicien attend et les pays rép

centaines de Camelots du Roy se sont rués sur l'auto qui transportait le président du Groupe Parlementaire Socialiste, accompagné de Georges et Germaine Monnet Assaillis, violemment frappés

par les énergumènes, nos trois camarades ne durent leur vie qu'à l'intervention courageuse d'ouvriers du bâtiment et de quelques ionctionnaires

MAIS LÉON BLUM, SÉRIEUSEMENT AITEINT A LA TÊTE ET PERDANT ABONDAMMENT SON SANG, DUT ÊTRE CONDUIT A L'HOTEL-DIEU. APRÈS LIGATURE DE L'ARTÈRE TEMPORALE GAUCHE, IL PUT ÊTRE TRANSPORTÉ À SON DOMICILE





Accompagné de la citoyenne Léon Blum, notre ani quitte l'Hôtel-Dien. 62 il a 1401, une petite opération chirurgicale et reçu les paucements qu'empesit son écui.

Camelots du Roy et la Fédération Nationale des Etudiants d'Action Française

Des instructions sont ouvertes contre l'Action Française, la Solidarité Française et les auteurs de l'attentat

Des perquisitions ont en lieu hier et notamment au sièse de l'A. F.

Sept arrestations ont été opérées

La neurelle s'est répandes comme un traficé de pondre : « Léon lleun la race de l'Entrevetté et l'entrevette et l'ent

de l'Université, qui attendatent le pas-tance du corbillant de M. Jacques Balia-ville.

Notro directeur, blessé, n'avait échap-pé que par miracle à ses agresseurs qui l'avaient poursuivi alors que, perdant son sang en aboudance, il cherchait re-frege dans une maisen de la roe de l'U-niversité.

Laiscons donc la parole au député de l'Alens :

Le récit



Georges Monnet.

weeges Monnet.

The Georges Monnet of the Company of the Company of the Control of the Company of the Control of the Company of the Control o

Elles rectament de la contre les assassins et le des mesures immédiates et énergique contre les assassins et le teurs;
Elles ont déjà proposé dès hic aux partis ouvrières, à la classe ouvrière organisée, à tous les partis resultations des masses populaires à débarrasser la République des li, ue de la presse d'extrême-droite et des évidence chez certains chefs de la per de, de la haute magistrature et de l'armée.

Pour la C.A.P. le future du Causeil National 1 PAUL FAURE.

La C.A.P. et les C.E. des Fédérat ons de la Seine et de Seine-et-Oise de la Seine et criminel attentat dont Léon Blum a été victime de l'A.F., adressent à leur grand ami l'espression de leur fraternelle affection :

n ; Elles réclament de la part du governement et des pouvoirs publics mesures immédiates et énergique contre les assassins et les provoca-contre les assassins et les provoca-

Tous dimanche à la grande manifestation dont les détails seront donnés ultérieurement

Léon Blum s'est levé pour que ins tants à 16 heures 30.

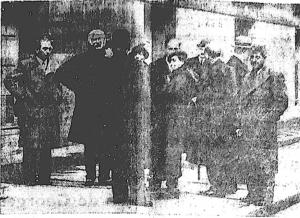
L'odieuse agression fasciste contre Léon Blum

A l'Hôtel-Dieu

chèrem i une distano, più avitat, qui portatent au bras le brasseri du promete en referent, tout en teupounte en referent, tout et euà a refres d'orice eà l'appa invociere, à porter cheire de la vollore, est une vitre de là vollore, ebitanes la a piùre avan pertr nos acressours à la relami, Laune replique devenue indicustablement
un data la figure.

doivent savoir

Volta to recit de l'ettentat tel que



Après avoir été pansé (*), Léon Blum sort de l'ébèt-Dieu. Il a à ra droite Graziani et à Thérèse Léon Blum; au centre du groupe : Germéné, Monnet; derrière elle, Blumei et à et droi Auriel et Georges Monnet.

ytons entendro pesseurs toss et pronous a tant respit d'emition — de
timont.

De son côté, C'élement en Barthes
mons a centé comment un grand nous
partie de la contre de la contre de
partie de la contre de
partie de la contre de
partie
partie de
partie d

Un couple de braves gens



Lappel du Comité de coordination des Partis

Le Constitut constitution du Parti socialiste et du Parti communiste, réuni des dums Exprés-nalid, a role le trois suivoit :
L'atteniat de Lon Blum vient d'étra la victime recupil de tristesse, d'indignate des colves les deux Partis socialiste et communiste qui, depuris must et dent, localistime recombine pour la détense des licréts putiliques est des localistes et la récordine et la révetion.

Cet attenités est distinctivement confirmér les présents des licrétes et de la confirmer les présents de la la continue de la confirmer les parties est distinctivement confirmér les présents de la la confirmer les parties de la confirmer les parties de la confirmer les présents de la confirmer les parties de la confirmer les parti

Le Comité de conrdination L'accialiste et du Parti comm

Int reaskfills.

Bane Bork etc. un felafr de jule :

- Fall compete que pous détent sauves forages fal apreça, test léant sauves forages fal apreça d'ouvriors du
luir un foit, un prospe d'ouvriors du
jutimont. Ecuses, apardomant, four
travail, post dance oues; abore, fai retravail, post dance oues; abore, fai re-

regagne son domicile

Télégramme de Jouhaux

At norm de la Commission adminis-trative de la Comission adminis-trative de la Consédération Genérale du Travall, nous vous achresson ex-pression de notre sympathle pour Francôle grassion dont vous avec de victime el profesions contre co-mours raturages que nous no satu-rions tolérer. — Signé: Journaux.

Un ordre du jour du Comité National mixte

des Jeunesses Socialistes

Leen Blum leur respectiveure et ar-dente sympatique en Honomeur de Eller revendique et Honomeur de Honome et pour la protection de nos militauts contre les agressions erimi-cules des faciales.

Elles font serment de loujours re-ter au prenier rong dans la habaillo que notre grand Parti livre contre ses centreuis.

enecaus.

has le fascisme!
ive Léon Blum l
ive le seciolisme!
Le Comité national mirte
des J.S.: Louis Luconorite. Bernard Caccuox.

Une démarche du parti d'Unité prolétarienne Notre camarado Gaudeaux est ve-nu, su non de la Fédéralion de la president des nouvelles de Léon Blum ai siège du Parti socialitée, el assu-rer notre camarade des sentiments de chaude sympatité de l'arcanisa.

L'adresse du Comité Central de diffusion du "Populaire

Les membres du Comité central de diffusion du Populaire, réunis le 13 février au soir, émis par Todieu-so agression des éléments favetises contre noire ani Léon Blum, direc-teur polltique du journat du Parti sociatiste S.F.I.O., adressent à ce dé-voue militant l'expression de leur

Four te Groupe communiste ou Parlement: REMA 5-1215.

L'adresse de l'équipe du « Populaire »

Professional Amus et indignés par làche attentat dent son Girectour, fon Blum, a 606 la victime, l'équipe 1 e l'opulaire a lai ensoir l'expression

Lettre de la 20° section

Pour la 26e section excialiste S.F.I.O.

De la F. S. G. T.

L'émotion dans les milieux ouvriers

Ententes des Jeunesses Socialistes de la Seine et de Seine-et-Oise

Aris-2c.
Très important.

Les secretair

Guillimor, Marcel LE TEMPS QU'IL FERA

Jules Uhry est mort



La serial de juis tity, vor au manufacture de la constitución de la co

Dans le XIV, les travailleurs infiligent une correction aux camelots du roi assassins para le XIV de arrendissement, aprè abonnaisée attentie, qu'ils ont perpette de la course notre commande Businesse de la course d'une commande Busines de la course d'une réunion in tendent su course d'une réunion de la commande de l'une réunion de la commande de l'actions production de l'actions production de l'action de l'act

L'Union des Syndicats confédérés

de la région parisienne
tante par la liche acression don
victimo la citoyen Léon Bium
a des Syndicats de la région a ne s'associe compiler la consideration
ne s'associe compileration General
la Travall. — Le decrétarist de ne des Rondicats de la consideration de la région de la consideration de la conside

Les représentants des partis républicains demandent au gouvernement d'exercer une action inflexible contre les auteurs des violences fascistes

EMOUVANTE INTERVENTION DE VINCENT AURIOL — UN RECIT DRAMATIQUE DE GEORGES MON-NET. — UNE DELEGATION AUPRES DE M. ALBERT SARRAUT

parti républicais.

Comment décries l'émotion et l'indigrantion de la Chambre quand elle aumentaine de la Chambre quand elle aulium venat d'étre viellen "elle d'étre viellen "elle
lium venat d'étre viellen "elle
lium venat d'étre viellen "elle
lium venat d'étre viellen "elle
diègation de san la técheure pre
des autres de l'étre de l'entre
ces qui out entouré l'agression et reai
camarade Vincent Auriol.

Il fit le rôcit détaillé des circonstauces qui out entouré l'agression et reai
camarade Vincent Auriol.

Il fit le rôcit détaillé des circonstauces qui out entouré l'agression et reai
can courage des ouveriers du failment,
qui se trouvaient sur les lleux.

Thirrier et lieux d'auriol. Me Pierre
Oot suggéra l'envoi d'ann délégation
auprès de M. Albert Sarrant pour lui
tions du gouvernement. La question
tu momentainement réservée.

D'us commun accord, Vincent Auriol
au mon des partis républicains.

Adoutons qu'à cette réunios, Lafays
au nom des partis républicains.

Adoutons qu'à cette réunios, Lafays
nant la « Jenne République » et M.

Chasselenc et Auffray les pupistes. M.

Pierre Cot les radieux. M. Gay Menant la « Jenne République » et M.

Pierre Cot les radieux. M. Gay Menant la « Jenne République » et M.

Pierre Cot les radieux M. Gay Menant la « Jenne République » et M.

Pierre Cot les radieux M. Gay Menant la « Jenne République » et M.

Pierre Cot les radieux M. Gay Menant la « Jenne République » et M.

Lafaye a repis la proposition de M.

Pierre Cot les consent un grand militant du

part républicain ».

Lafaye a repis la proposition de M.

Pierre Cot les consent d'auriol d'une de

Le sconstatations du Dr Paul
Le parquet de la Selne a chargé
M. Mants, jone d'instruction, d'ouvrir
et hierarce, en rainon de l'acression
commite contre M. Léon Blace
nomme contre M. Léon Blace
he blesse et a constaté des plaise mainées par un instrument contondant.
Luno de cen plaise a initéresé un valuseau dans la région temporale gauche.
Luno de cen plaise a initérese un valuseau dans la région temporale gauche,
cascantant une pelité intervention chicarcicale. Four le moment, il faut préture la néessatif d'un répos de deux
posent au sujet de compilications posities en raisons de la profendeur des
plaise et de l'Importance de l'hémorragie.

C'en est assez!

D's hier soir, les Pédérations socialis tes de Seine et de Seine-et-Oise ont édit

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. FEDERATIONS DE SEINE ET SEINE-ET-OISE

Les assassins de Jaurès recommen ent ! Les camelots du roy ont attaqu youlu tuer Léon Blum, qui a ét

craft 1 Les contrieus un voy out to the total tour Leon Blum, qui a été blees et cest assez 1 La classe sourrière se déclare en état de légitime défense. Les travailleurs 2 aont décéde à défente leurs organisations, teurs hommes fours libertés pur les leurs et le les leurs de le leurs de le leurs représentations sour des leurs représentations sour le leurs représentations sourcalastres pue seine et le leurs représentations sourcalastres pue seine et le leurs représentations sourcalastres pue seine et le leurs représentations sourcalastres pue se le leurs représentations sources de le leurs représentations sources de le leurs de leurs de le leurs de le leurs de le leurs de leurs de le leurs de leurs de le leurs de leurs de le leurs de leurs de le leurs de leurs de le leurs de le leurs de le leurs de leurs de leurs de leurs de leurs de le leurs de leurs de

L'EMOTION A LA CHAMBRE

dan, is e centrem "Jon dolt se portier deliberés professor de la consultat soni (Appl. s, let, m. b." et organica de la consultat soni (Appl. s, let, m. b." et organica de la consultat de la

Discours de M. Bouisson

M. le Préstênt. — La Chambre me permetria d'exprimer à civil de noi permetria d'exprimer à civil de noi permetria de

L'intervention de M. Herriot

M. Idenviral Herrist. — Membrure, it data nature (ne., aprix he inconvenient paroles de M. he president de la Camera de M. he president de Concell, le description of the president de Concell, le description of the Concell of the

Au Conseil des Ministres

Leon Binon a consistent of a second description of the consistent of the consistent

At tous les départs du parche, resistent de la main le départs de parche, resistent de faith de la main de feit de la mandain de départs de la mandain de la la faithe de la mandain de la mandain de la main de

En conséquence, la répution du Con-cell den ministres primitivement fixés à démain samedi fut précipiée, Elle cut lieu le noir même, deux heures après l'émouvante séance de la Cham-bre,

Le Conseil des Ministres décide

de dissondre les tormauons royalistes 13 h. 29. Au Palats de l'Eliptée, les 13 h. 29. Au Palats de l'Eliptée, les 13 h. 29. Au Palats de l'Eliptée, les 14 heurs de l'eliptée, les 14 heurs de l'eliptées, les 15 devines passants s'arrêtent un lostant dorant la demoure présidenties. Ils dévines que des réclutions in-les 13 devines que des réclutions in-les 14 heurs de l'eliptées 15 de l'eliptée de l'eliptées 20 de

tout stationacement. A Fun d'out, Per-tends un promenur qui dit : « J'espèro El Tannet de répondre, d'un rivet : « Je l'expère aussi, alien ! » Diracust hours, Les voltures mini-bricles quittent l'Elysée. Les d'échoires sont prises. O O O Quand M. Albert Lebrun eut ouver la chance, M. Albert Sarraut pet la partie.

ha schasco, M. Albert Sarraw prit is Lo prédicted de Conseil Groupe a débat qui venait de co dérouler à la Chambro. The conseille de la Conseille de Company. Le conseille de la Conseille de l'odera attendat dont M. Lobo Bliom a predire des menures qui conseille de la predire des menures qui conseille de predire des menures qui color de la conseille la conseille de la conseille de la conseille de la conseille

La visitance de la convertemental la visitance de la constitución que les membres de spouvernement la visitance de la constitución de la convertement dels constitucións de la convertement dels convertements de la convertemental de la conver an prix de l'aveur

au pri endait le case du gouvernement à décret prenonce, conformément à l du 10 janvier 1938, la dissolution exociations ou groupements de fait

des associations ou groupements de fait dénommes cl-après : La Ligue d'Action Française, dont lo siège est à Paris, I, rue du Boccador ; La Féderation Nationale des Came-lota Péderation autonale des Eta-diants d'Action Française, dont le siège est à Paris, 33, rue Saint-André-des-Arts.

Arts.

Des renseignements que l'ai pu obtenir, il réanite que ces décisions du Conseil des ministères marquent le début d'une œuvre républicaire d'épuration que le ministère paraît décidé à accompilr.

inculpations sont à prévoir,

Des pérquisaires à l'écris. Des arrostations ont déjà été opérées. D'autre part, une triplo instruction détailre est ouverle : 1° Contre les agresseurs de Léon

Le cas de M. Paul Guichard

vernement enamine actuellement le cas de M. Faul Guichard. de M. Faul Guichard. Sarraut vommente la décision que Sarraut vommente la décision que tous les régulalités réclament es qu'il départament la Préfecture de police des exents du fascisme.

L'indignation à la Chambre

était lein ée la ratification du france-soviétique : ste l'attention se concentrait sur milen dont Léen Blem avait été

un groupe où l'en ne pariit d'au-

ENCYCLOPEDIQUE LAROUSSE

CORRESPONDANCES PAR AVION POUR L'A.O.F.

Ayant dû attendre à Dakar le co er d'Amérique du Sud, le court

PROPRIETES

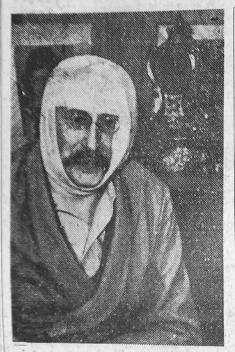






LE GOUVERNEMENT DISSOUT les Ligues d'Action française

Cette décision, prise par les ministres, convoqués d'urgence en Conseil à l'Elysée, fait suite à l'agression dont fut l'objet M. Léon Blum hier matin, à sa sortie de la Chambre des députés



M. Léon Blum photographié chez lui après avoir été pansé à l'Hôtel-Dieu

Nous nous associons aux regrets qu'a exprimés à la Chambre M. Franklin-Bouillon au sujet de l'agression dirigée contre M. Léon Blum.

Nous aimerions qu'on nous précise les responsables et aussi les circonstances, car déjà des versions contradictoires circulent qui présentent cette affaire comme bien troublante.

M. Auriol a parlé à la Chambre de deux cents agresseurs qui n'avaient contre eux que quatre ouvriers du bâtiment. Si ce chiffre était exact qu'a donc fait la police pour n'avoir pas été capable d'arrêter un seul des deux cents manifes-

Quels sont-ils ?

Tous les groupes actifs de l'Action française n'étaient occupés que du cortège et des obsèques de Bainville. Ils y défilaient avec une correction d'ailleurs remarquée et leur consigne évidente était de donner

L'après-midi, un débat s'est élevé à la Chambre, auquel ont pris part des orateurs de tous les partis.

Des perquisitions ont eu lieu cette nuit à «L'Action Française», et une information a été ouverte contre M. Charles Maurras.

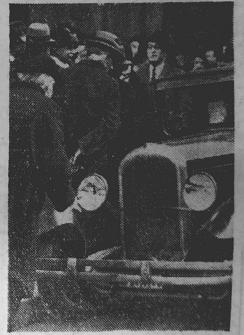
Or, les agresseurs de M. Blum ne se sont pas détachés du cortège : ils faisaient partie de la foule stationnant sur les trottoirs et qui, à première vue, était composée ou de sympathisants ou de simples curieux. On ne peut d'ailleurs pas parler de préméditation puisque personne ne savait que la séance de la Chambre finirait à telle heure, et que précisément M. Blum sortirait à ce moment-là, prendrait ce chemin-là pour se rendre à son domicile, qui est à l'Île-Saint-Louis, ce qui aurait dû l'engager plutôt à suivre comme parcours normal le bord de la Seine.

**

Il est donc extrêmement important qu'on retrouve les agresseurs si on tient à établir exactement quelle est leur personnalité. Car rien n'autorise jusqu'ici à penser qu'ils appartiennent à tel ou tel groupe politique plutôt qu'à telle formation de désordre, à moins encore qu'ils n'aient été des agents provocateurs.

Enfin, nous devons ajouter un détail résultant de nos enquêtes personnelles, qui a son importance dans cette affaire.

Un administrateur de la Compagnie du Nord, un homme qui, à notre connaissance, n'est ni un membre, ni un sympathisant des groupes de droite: M. André Bourgeois, était à ca fanâtre, au premier étage.



(Photo « Le Jour »)

Des curieux examinent la voiture qui transportait M. Léon Blum

de l'immeuble portant le numéro 100 du boulevard Saint-Germain. Il a été témoin de l'incident.

Or, siégeant hier à 4 heures dans un comité administratif composé de sept personnes, il y a donné cette précision:

D'après lui, d'après ce qu'il a vu et déclaré lui-même, l'homme qui occupait la voiture, et qu'il ne savait pas être M. Léon Blum, saluait dans la direction du cortège à la manière du Front commun, c'est-à-dire le poing tendu. Si bien que c'est la vue de ce geste tout au moins malencontreux, qui aurait provoqué chez les assistants l'explosion de co-lère spontanée qui a abouti à la bousculade.

Encore une fois, il s'agit d'un témoignage tout fortuit, désintéressé, mais qui, s'étant produit devant sept personnes, nous paraît difficilement contestable.

LIRE EN TROISIEME PAGE :

LE RECIT DE L'INCIDENT

A la suite d'une agression d'un groupe de jeunes gens d'Action française qui attendaient le char funèbre de Jacques Bainville agression dont M. LÉON BLUM fut l'objet

L'ACTION FRANÇAISE LES CAMELOTS DU ROI

le Conseil des ministres dissout :

et les ETUDIANTS d'ACTION FRANÇAISE

PERQUISITIONS AU SIEGE DE L' "ACTION FRANÇAISE"

M. Léon Blum, député de Narbonne M. Léon Blum, M. et Mme Monnet et leader du groupe socialiste à essayèrent de se réfugier sous le porche la Chambre, a été assailli boulevard Saint-Germain par des éléments d'extrême droite qui se trouvaient massés là pour assister au cortège funèbre de Jacques Bainville. Blessé à la tête, M. Léon Blum a été transporté à l'Hôtel-Dieu où ses plaies ont été ligaturées et pansées, puis ramené à son domicile. Son état ne semble pas grave. Mais il a perdu du sang en abondance et il devra observer un repos d'une dizaine de jours.

Conseil des ministres

Ces incidents ont motivé la convocation d'un Conseil des ministres qui s'est tenu, dans la soirée même, à l'Elysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

La réunion fut d'ailleurs de très courte durée. Commencée à 18 h. 35, elle était terminée à 18 h. 55.

Au cours de ce conseil, M. Albert Sar-raut, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, s'est borné à soumettre à la signature du président de la République un décret prononçant, conformément à la loi du 10 janvier 1936, la dissolution des associations ou groupements de fait, dénommés ci-après :

1º La Ligue d'Action française, dont le siège est à Paris, 1, rue du Boccarior;

2º La Fédération nationale des camelots du roi (même siège);

3º La Fédération nationale des étudiants d'Action française, dont le siège est à Paris, 33, rue Saint-André-des-Arts.

Nous pouvons ajouter que le décret cidessus, n'ayant pas à être accompagné d'un « avis conforme » du Conseil d'Etat, a. des ce matin, force exécutoire.

Que fera le gouvernement ?

Dans les milieux autorisés, on disait hier soir que le décrét pris en Conseil des ministres ne resterait pas « lettre morte ». Il est, en effet, dans les intentions du chef du gouvernement d'user de tous les moyens qui sont mis à sa disposition par

essayèrent de se réfugier sous le porche de l'immeuble situé au 100 de la rue de l'Université. Mais la concierge, affolée par le bruit, ferma la porte devant eux. Sans doute leur situation serait-elle devenue critique devant la foule des assaillants qui les entourait à nouveau si quelques augriere travail à nouveau si quelques ouvriers, travail-lant dans l'hôtel situé 98, rue de l'Uni-versité, n'avaient réussi à faire entrer M. Blum, M. et Mme Monnet dans cet immeuble.

Au 98 rue de l'Université

Au moment de l'agression, les agents étaient extrêmement peu nombreux boulevard Saint-Germain. Des renforts furent rapidement mandés. Et quelques minutes plus tard, non sans avoir ques minutes plus tard, non sans avoir eu à intervenir avec énergie, le service d'ordre arriva à disperser les assaillants, mais sans avoir réussi à arrêter aucun des auteurs directs de l'agres-

Cependant, des soins de fortune étaien tdonnés à M. Léon Blum dans l'immeuble du 98, de la rue de l'Université. La concierge, Mme Thibault, commença à étancher le sang qui coulait des blessures Puis M. Duelos chilait des blessures. Puis M. Duclos, chirurgien de la Chambre arriva.

(Suite page 3, colonne 1.)



M. Léon Blum photographie à son domicile, où il s'est alité.



L'agression contr . Léon Blun

Un très grave incident s'est produit, socialiste et ses amis se réfugièrent enfin, avec un mandat et, aussitôt, une seconds hier, à 12 h. 45, sur le parcours des Après des soins sommaires, le médecin perquisition était effectuée. obsèques de M. Jacques Bainville.

M. Léon Blum, M. Georges Monnet, député S. F. I. O. de l'Aisne, et Mme Georges Monnet, avaient quitté, vers midi 30, le Palais-Bourbon, où les deux parlementaires avaient assisté à la séance du matin. Ils s'arrêtèrent, pendant une dizaine de minutes, dans un café de la place du Palais-Bourbon, puis repartirent dans la voiture de M. Georges Monnet, celui-ci étant au volont, Mme Monnet et M. Blum ayant pris place à l'arrière.

La voiture était arrivée au carrefour du boulevard Saint-Germain - elle avait à peine parcouru cinquante mètres - lorsque ses occupants furent reconnus par des jeunes gens d'Action Française, porteurs du brassard tricolore fleurdelisé, et qui, disposés sur deux rangs, de chaque côté du boulevard Saint-Germain, attendaient le passage du cortège des obsèques de M. Jacques Bainville.

Aussitôt, les cris fusèrent, scandés par plusieurs centaines de poitrines: « Assassin! Au poteau! Blum, assas-

Il n'en fallait pas plus pour ameuter la foule qui attendait le passage du convoi. En quelques instants, trois à quatre cents personnes étaient rassemblées autour de la voiture. Par les glaces latérales baissées, les camelots du roi tentaient d'atteindre et de frapper le leader socialiste. A l'arrière, d'autres manifestants arrachèrent la rampe métallique d'éclairage de la plaque de police et l'un d'eux, s'armant de cette barre, brisa la glace du véhicule, juste derrière la tête de M. Léon Blum, Celuici fut blessé à l'oreille gauche par un gros éclat de verre. Cependant que Mme Monnet était tirée de son siège et que son mari sautait sur le trottoir, le député de Narbonne, tout ensanglanté, fut arraché de la voiture et immédiatement entouré.

Aussitôt, des agents, alertés, s'interposèrent et, se frayant un chemin, ten-tèrent de dégager M. Léon Blum, Mme Monnet et M. Monnet, qui, plaqués contre un mur par les manifestants, tachaient de fuir. Aidés par les agents, ils allaient se réfugier dans l'immeuble situé au numéro 100 de la rue de l'Université, lorsque, affollé, le concierge ferma la porte. Dès lors — et la bagarre continuant — les agents s'avancèrent récemment acheté par la Ligue Catholique Féminine, et c'est là que le leader

Après des soins sommaires, le médecin de la Chambre était mandé. Peu après Tous les locaux du jour M. Léon Blum était transporté à l'Hôtel-Dieu, où plusieurs docteurs dial'hôpital et, aussitôt, les docteurs diagnostiquaient le sectionnement d'une suture nécessaires. L'état du blessé n'est pas grave, mais par suite de l'hémorragie il est très affaibli. Mme Monnet, dans la bagarre, a été elle aussi légèrement contusionnée.

L'ENQUETE

M. Monneret, commissaire du quartier des Invalides, a commencé son enquête dès que les faits lui furent

Il a pu entendre, à l'Hôtel-Dieu, M. Léon Blum, mais celui-ci n'a pu lui fournir aucune indication, non plus, d'ailleurs, que M. et Mme Georges Monnet. Tous trois n'ont pu qu'indiquer qu'ils avaient été surpris par la soudaineté de l'attaque.

Le commissaire a, par ailleurs, appris qu'un des manifestants avait été remarqué par sa brutalité ; c'est celui qu'on soupçonne d'être l'auteur du coup de barre qui brisa la vitre et blessa M. Léon Blum. Le suspect, un homme jeune, coiffé d'un feutre à petit bord, et vêtu d'un manteau de cuir, est recherché.

Dans la soirée, M. Pujo, rédacteur en chei de L'Action Française, communiquait une note à la presse indiquant que la voiture de M. Monnet avait voulu forcer le barrage établi à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université, expliquant par ce fait l'incident. La préfecture de police dément ce fait et précise que la circulation était entièrement libre.

LES PERQUISITIONS

Dès cinq heures de l'après-midi, une conférence à la Préfecture de Police réunissait M. Langeron et ses principaux collaborateurs. A 17 h. 45, M. Linet, juge d'instruction, accompagné des commissaires Guillaume, Badin et Meyer, partaient au siège de la Ligue d'Action Française, rue du Boccador.

Malgré les protestations de MM. Pujo et Charles Maurras, la perquisition s'effectuait dans le calme. Différents documents étaient saisis et notamment des listes d'adhérents. Les policiers voulant pénétrer dans les locaux du journal, s'en virent empêchés par le comité directeur, vers la porte du 98, un hôtel particulier parce que n'ayant pas le mandat de perquisition légal.

Tous les locaux du journal étaient fouillés et différents documents saisis. M. Pujo assistait aux opérations. Partout les scellés furent apposés.

M. Pujo a fait la déclaration suivante : « Et tout d'abord, il est nécessaire de préciser que tous les chefs de l'Action Française étaient encore au domicile de Jacques Bainville quand l'accident se produisit. Nous ignorons tout. Il faut ramener l'incident à ses justes proportions : c'est un accident banal.

» Un service d'ordre réglait à cet endroit la circulation pour permettre au cortège de passer. Il y avait là non seulement des membres de l'Action Française, mais aussi et surtout des badauds. Et puis, des étudiants, à qui, dans un article récent, M. Léon Blum avait promis de faire descendre dans la rue 15.000 ouvriers et d'obtenir la fermeture de la Faculté de Droit s'ils continuaient à protester contre M. Jèze. Si M. Léon Blum avait eu un peu de tact, il se serait incliné devant le cortège ou détourné sa route. Que serait-il arrivé si Léon Daudet, Maurras ou moi-même nous nous étions heurtés au cortège funèbre de Barbusse ? »

Peu après, M. Charles Maurras revenait au siège de l'Action Française et déclarait :

« Cette perquisition au siège de notre journal est illégale. On a fait la Révolution en 1830 pour beaucoup moins. La liberté de la presse est violée par les bandits et les filous de l'affaire Sta-visky qui dorment sur leurs lauriers. Une fois de plus, l'arbitraire gouverne l'arbitraire. Enfin, nos ennemis sont démasqués, ils se sont précipités sur l'occasion qui leur était offerte. Qu'ils se souviennent du vieux proverbe : Hodie mihi cras tibi. »

A 11 h. 45, les policiers quittaient les lieux. Quelques agents restaient pour assurer la garde de l'immeuble, tandis que des camelots restaient au siège. Les perquisitions reprendront ce matin.

Bagarre, arrestations

Aussitôt après les obsèques un cortège de camelots du roi s'étant formé place de l'Alma a été dispersé après une légère bagarre. Sept manifestants ont été arrêtés et, après interrogatoire, en-voyés au dépôt à 22 heures pour suspicion de coups à M. Léon Blum. Ce sont : A 20 heures, les policiers revenaient Urbin, Cousin et Sans. MM. Godinot, Aubin, Delibon, Durey,

La Ligue d'Action Française est dissoute

M. LÉON BLUM VICTIME D'UNE AGRESSION BOULEVARD SAINT-GERMAIN

Passant en auto près de la foule qui attendait le cortège des obsèques de Jacques Bainville le député socialiste est assailli et blessé

Mme Georges Monnet et son mari, député de l'Aisne qui l'accompagnaient sont contusionnés

M. Léon Blum a été victime, hier, d'une agression alors qu'il revenait de la Chambre des députés, en automobile, avec M. et Mme Georges Monnet. Au moment où la voiture, venant de la rue de l'Université, allait s'engager boulevard Saint-Germain, elle fut arrêtée par la foule massée pour attendre le passage du cortège funèbre suivant la dépouille de Jacques Bainville. Que se passa-t-il alors? Les premiers témoignages recueillis indiquent que le député socialiste fut assailli par des jeunes gens appartenant à M. Léon Blum a été victime, deputé socialiste fut assailli par des jeunes gens appartenant à l'Action française qui, disposés de part et d'autre du cortège, étaient chargés d'assurer une sorte de service d'ordre. Les di-rigeants de l'Action française, par contre, ont tenu à affirmer ou aucun camelot du roi n'angit par contre, ont tenu a affirmer qu'aucun camelot du roi n'avait participé à l'agression et que M. Léon Blum avait été victime d'un incident de rue qu'ampli-fia, certes, sa personnalité, mais que l'on ne pouvait préciser, à propos d'un mouvement de foule



M. Léon Blum, dans son lit, la tête entourée de pansements

propos d'un mouvement de foule déterminé par une réaction spontanée, que l'agression était uniquement le fait des ligueurs d'extrême droite.

Quoi qu'il en soit, se basant sur les premiers résultats de l'némorragie assez abondante.

Quoi qu'il en soit, se basant sur les premiers résultats de l'némorragie assez abondante.

Penquête, l'information judiciaire aussitôt ouverte a pris une orientation très nette. Une très longue perquisition a été opérée dans l'immeuble de l'Action française, rue du Boccador. Elle dura de 18 heures à 23 heures. Elle aurait été, aux dives de certains enquêteurs, des du cortège suivant les obsèques de l'acque l'es de certains enquêteurs, des

Le Petit Bleu

UN ATTENTAT POLITIQUE

M. LÉON BLUM est attaqué et blessé boulevard Saint-Germain

Le chef socialiste a été assailli par un groupe de jeunes gens qui attendait le cortège funèbre de Jacques Bainville

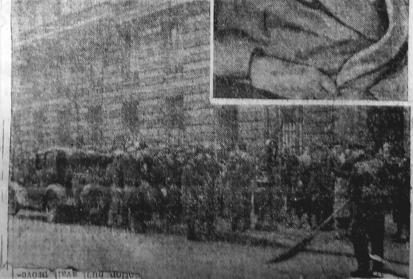
Le député de l'Aude a été frappé à la tête et aux jambes

Conduit à l'Hôtel-Dieu M. Léon Blum a pu regagner son domicile après avoir été pansé

Une information contre M. Charles Maurras pour provocation au meurtre

Deux photographies prises quelques instants après l'attentat. — A droite : M. Léon Blum à son domicile ; en bas: un agent de la voirie balaie les éclats de verres provenant des vitres de la voiture du leader socialiste.





L'Humanité

LE FASCISME, VOILA L'ENNEMI!

"L'Action française" est mise hors-la-loi La même mesure s'impose pour tous les factieux

Dans un odieux attentat, les camelots du roi ont tenté d'assassiner Léon Blum hier, à 13 heures, rue de l'Université

BLESSÉ ET COUVERT DE SANG, DÉFENDU PAR QUELQUES OUVRIERS ACCOURUS, LE LEADER SOCIALISTE DUT ÊTRE TRANSPORTÉ A L'HOTEL-DIEU

Une délégation des députés de gauche et républicains avec nos camarades Maurice Thorez, Renaud Jean et Monjauvis a sur-le-champ demandé au gouvernement l'exécution des mesures énergiques que M. Sarraut, sitôt connue l'agression, avait promises à la tribune de la Chambre Le Conseil des ministres décide de dissoudre les ligues d'A.F. et de poursuivre les provocateurs au meurtre Daudet Maurras et Pujo. Il faut les arrêter immédiatement ! E avec eux tous les chefs de bandes armées, La Rocque Taittinger, Jean-Renaud, Bucard et consorts !

A la porte Guichard, complice des organisateurs du guet-apens!

A la porte tous les soutiens et tous les comparses des factieux dans l'administration dans la police, dans l'armée et où qu'ils soient!

IER, les gens d'Action française ont assailli Léon Blum et se sont lâchement livrés sur notre camarade à des violences.

rade à des violences.

A l'occasion de cet attentat ignoble, l'Humanité tient à assurer le directeur du Populaire et le parti socialiste tout entier de sa solidarité sans réserves.

Les fascistes, dont les camelots du roi sont les animateurs essentiels, pour-suivent leur agitation en vue d'un nouveau 6 février. L'agression contre Léon Blum se produit en même temps que les incidents de la Faculté de droit, dont les meneurs sont aussi des royalistes.

Elle vient après le scandale Frot dans la galerie Marchande du Palais de justice, scandale préparé, organisé par le royaliste Calzant.

Il s'agit donc de l'exécution de tout un plan d'actes de violence multipliés



Léon Blum sortant de l'Hôtel-Dieu après avoir été pansé

Des membres de groupements fascistes et royalistes

Hier, vers 12 h. 30, Léon Blum quitait la Chambre des députés, accompagné des camarades Monnet, député, et Pierre Bloch, conseiller général de l'Aisne.

Ils rejoignirent dans un café de la place du Palais-Bourbon, la camarade Monnet, puis comme de coutume, le leader socialiste monta dans la volture de Monnet pour regagner son domicile, quai de Bourbon. Le député de l'Aisne qui conduisait, prit le chemin habituel par la rue de l'Université. Mais comme la voiture parvenait au boulevan Saint-Germain, elle fut arrêtée comme beaucoup d'autres automobiles par le cortège funèbre de Jacques Bainville, En tête du défilé venaient les cohortes des ligueurs d'Action Française. Le leader socialiste fut reconnu. Aussitôt des cris fusèrent : « Blum au poteau !... A la Seine! » Et en un clin d'œil, les pieuxo suiveurs du corps de M. Bainville, transformèrent en une meute d'en mènes menaçants, vociférant I tres de l'auto volèrent en ...

L'incident Blum n'est pas une affaire d'Etat

(Suite de la première page)

Les S.F.I.O. veulent organiser des contre-manifestations

Les E.F.I.O. de sont réunis et ont dé-cide de faire confiance au président du Cohseil pour réunir un Conseil des mi-lières et pour prendre les mesures qui s'impossioné, en de qui concerne les groupements factieus.

Néanmoine, hombre des étas de gau-che des trouve insufficante cette profes-tation et lis ont envisagé, non soulement des contre-manifestations effectuées par construites du Front Populaire, mais ca-core léventualisé d'angoser au Gouver-les des associations vigoureuses contre les dispenses des associations de droite. STATE OF la dissolution immédiate de

La délégation des gauches à la présidence du Conseil

Une rémaion piénière de la délégation des gardines à su lieu eu mileu de l'ajorte-touti

de los députés y assistatent. Le constant se été très courte et les dé-

Description of the course of less de
Description of the de
Constitution of the course of the cou

On describe revolve

Bien avant l'heure fixée pour la sean-ce de l'après-midi, dans les couloirs du Pakits-Bourbon, s'agitent les porteurs de nouvelles :

- Vous savez, Blum a été assailli.

Vous savez, Blum a etg assent.
 -ar qui ?
 - Gu donc ?
 - Est-ce grave ?
 Les questions se croisent. N'importe qui répond n'importe quoi sur un ton important. Les socialistes labaent entendre, avec des mines de circonstance que le grand nomme est durement touché.

Austol pa loncer en néance, annon-

- Auriol va joncer en séance, annon-emi-ils. Il exigera l'arrestation immé-diate de Daudei et de Maurras, la disso-lution de l'Action Françuise.

Un lei programme met en goût les amateurs d'émotions fortes, C'est, une ruce vers les tribunes, Ou ve voir ce gron va voir

L'allocution du président Boulsson

On voit tout d'abord le président boulton se drouser au fauteur! (nichtend promoner, d'une voir bianche, ces qu'elgest mote, écou és débout et vivement applandes :

La Chambra me permettra Carprimer a volta da nos collègues qui nient d'otra l'objet d'une odieus agression les cous vialle farms pour qu'il n'ait pas éle sici ne de blezaures granes et pour qu'il en cai promplement et complétement récués.

Elle sie permettra, s'en suis eus muset, de l'estre ces sules inqualitables de ctorasse qui se permett que dreaser plus dontenretaement les français les une sente les mothes.

Elle voulre exțin affirmer devant le seus et voicule de coir nauvegarde le regime de Werte dent elle énume, ob laine les chiagens ont le même droit celul d'exprincer sur opinion et le même de-soir, selui de respecter celle des autres.

La déclaration de M. Sacraut

Ce pedi speech a recise!!! l'accirche-tion occardine de l'assemblée. Main M. Gerraus leve la mand. C'est par la gag-che surticut que pre d'electations à lui.

Edouard Perey, 21 ans; Robert Urban, disposition par la loi pour assurer l'exé20 ans; Henri Cousin, 33 ans; Jean
Sens, 28 ans.

L'incident évoqué à la séance
de la Chambre

Bien avant l'heura firie pour le comBien avan

Des perquisitions à « l'Action Française »

M. Linais, saisi d'un réquisitoire du Parquet pour coups et blessures, s'est transporté, en fin d'après-mid, au siège de l'Action Française, I, rue Beccador, où il a opéré une longue perquisition.

M. Fernand Roux, procureur général, et M. Cabarrez, procureur de la République, ont longuement conféré dans la solvée à leur rebour de la Chance levie.

rée à leur retour de la Chance.lerie.

Une seconde perquisition un peu plus tard

A 17 h. 45, M. Guillaume, commissaire divisionnaire, accompagné d'une centaine d'agents en bourgeois, a pénétré dans l'hotel particulier que l'Action Française occupe au coin de la rue du Roccador et de l'avenue Montaigne. Des cara bondés de gardiens de la paix, prêts à intervenir, stationnaient dans les rues voluines M. Feul Cutchard, directeur de la police municipale, auveillait en personne un service d'ordre, à dire vral, acces discept.

Devant l'Action Française, quelques curisur qui sétaient rascentifés, furent invités à éleculer. Les photographes avaient leurs appareils braqués sur la poste, derrière laquelle se passait quels que cross,

Dans les bureaux de « l'Action Française >

Dans les bureaux du journal, dont les miss sont ornés des leques rouges arrachées par les Camelois du Moi aux hordes de Mheoru, les policiers s'attaquaient à leur tache soits en revards impassibles de Mme Léon Daudei.

Devant la plaque de marbre gravée à la mem de de Martue Plateeu, M. Chuislaime et ses dides compulsaient avec un scharmement acces compulsaient avec un scharmement acces compulsaient demmas dessions qui, sens donte, ne contension rien dournalistes et phylographes ('rent gruption maigre l'opposition de M. Priolet directeur adjoint à la police laute

M. LEON BLUM EST ATTAQUE par des Camelots du Roi

Reconnu dans la rue, il est blessé, obligé de se réfugier dans une maison voisine et est conduit à l'Hôtel-Dieu

mesure est comble !..

M. Léon Blum, directeur du « Populaire », a été hier matin, boulevard Saint-Germain, l'objet d'une agression aussi violente que lâche.

Lâche, parce que ses agresseurs étaient dix,

vingt, cent pour le frapper.

Plus qu'une lâcheté, c'est aussi une bêtise de la part des gens de droite qui se sont jetés sur lui.

Car la preuve est faite que si c'eux qui, dans ce pays, gardent le goût de la discussion des idées, de la liberté d'opinion et d'expression ne manifestaient à cette occasion une absolue solidarité, c'en serait tôt fait de la tolérance qui fait de la France, avec l'Angleterre, l'une des régions du monde où il fait bon vivre, dans un climat humain.

L'attentat dont a été victime M. Léon Blum doit resserrer, au-dessus de toutes les divergences d'opinion, les liens qui unissent les

hommes libres de ce pays.

Sans doute nous faut-il garder devant de telles mœurs la mesure dans les mots qui nous les font condamner et une totale sérénité d'esprit, mais il faut que, de son côté, le gouvernement sévisse avec la plus extrême rigueur.

La mesure est comble !

Voici des années que certaines publications quotidiennes ou autres désignent des Français à la haine d'autres Français, déversent sur eux les pires infamies et vont jusqu'à pousser au meurtre ceux qui seraient assez fous pour les écouter.

Les gouvernements qui ont laissé dire et faire sont grandement coupables - quelles qu'aient été les raisons de leur magnanimité!

Ce serait être aujourd'hui criminel que de ne pas m'ettre fin à une licence qui met en danger les personnes d'abord et les idées ensuite.

M. Albert Sarraut, ch'ef du gouvernement, a dit, du haut de la tribune de la Chambre, les mots d'autorité que nous attendions.

Les mesures qu'il fallait ont été prises.

Les Français aiment les batailles d'idées menées loyalement dans l'ordre ; ils seront unanimes à condamner ce matin cette infime minorité qui supplée à l'insuffisance de sa doctrine par les coups donnés à cent contre un.

Que M. Léon Blum veuille bien trouver ici nos vœux et l'expression de notre solidarité.

Emile ROCHE.

Le leader socialiste a été attaqué, hier, par une centaine de camelots du roi

Blessé à la tête et aux jambes, il a été transporté à l'Hôtel-Dieu où il a reçu les premiers soins

Mme Georges Monnet a été frappée et sérieusement contusionnée

Décidément, les camelots du roi prennent prétexte de tout pour accomplir leur sale besogne. Ils ne respectent même par leurs propres

deuils.

Depuis plusieurs jours, l'Action
Française se répandait en lamentations sur la mort de Jacques Bainville et voici que — peut-être pour
se venger d'avoir essuyé le refus
des pompes de l'Eglise — ils profitent de leur rassemblement aux
obsèques de l'académicien pour se
livrer au plus lâche des attentats.

Une centaine au moins de ces fa-

Une centaine, au moins, de ces fa-natiques ont assailli Léon Blum alors qu'il sortait de la Chambre des députés. Voilà un acte qui porte bien la marque de la maison : cent contre un!

MM. Daudet, Maurras, Pujo et autres provocateurs peuvent être fiers des demi fous qu'ils inspirent. En effet, il convient de ne pas égarer les responsabilités sur les simples comparses. Ainsi que Monnet le déclarait, hier soir au Populaire: a Les vrais coupables, ce sont les hommes qui ont inculqué à leurs adeptes tant de haine, tant d'aveuglement, une véritable passion meurtrière. Ce sont les hommes qui ont organisé et dirigent ces groupes de camelots du roi qui ont montré une fois de plus qu'ils étaient de véritables troupes de choc. Les plus acharnés dans l'agression étaient, en effet certains commissaires qui portaient au bras le brassard du « service d'ordre ».

L'indignation a été unanime A la



Léon Blum chez lui

n'avait pas été commis par des mem-bres de l'A.F., qu'il s'agissait d'un banat « accident de rue ».

Mais leurs allégations aussi odieu-ses que mensongères ne tromperont personne. Aucune provocation, au-cun geste de la part de Léon Blum n'a cun geste de la part de Leon Blum n'u précédé l'agression dont il a été vic-time. Et le récit qu'a fait Monnet des événements est, à cet égard, péremp-toire. D'ailleurs la préfecture de po-lice a opposé hier soir un démenti formel aux allégations des chefs de bande de la rue Roccador.

L'indignation a été unanime A la Chambre comme dans le public, tout le monde a flétri cette odieuse manifestation de bestialité.

Devant cette réprobation, les responsables se dégonflent. Le sieur Pujo et le sculpteur (sie) Real del Sarte prétendaient, hier, que l'attentat les jours l'assassinat. formel aux allegations des chefs de bande de la rue Boccador. Ceux-ci ne parviendront pas à se désolidariser des jeunes apaches de « bonne famille » qu'ils ont formés, dressés, « dopés » pour les lancer ensuite sur les hommes politiques dont Charles Maurras réclamait tous les jours l'assassinat

Les camelots du roi ne pouvaient mieux démontrer le caractère criminel de leurs entreprises.

Aujourd'hui il est clair, même pour les personnes qui en doutaient encore, que leurs organisations constituent un danger public.

Le gouvernement a décidé la disso-lution des ligues indésirables et a engagé des poursuites contre l'ignoble Maurras, l'homme aux « couteaux de cuisine », le provocateur persévé-

ll faut mener jusqu'au bout cette tâche de salubrilé publique.
Il faut liquider les bandes armées des dingos du roi et traiter comme des malfaiteurs dangereux les chefs de ces sinistres sauines. de ces sinistres équipes,

(LIRE INFORMATIONS EN 3º PAGE)

RECONNU DANS UNE AUTO PAR DES CAMELOTS DU ROI M. BLUM EST FRAPPÉ ET LÉGÈREMENT BLESSÉ

L'incident provoque une vive excitation à la Chambre

LES TROIS LIGUES D'ACTION FRANÇAISE SONT DISSOUTES

par décision du Conseil des ministres réuni d'urgence

On verra plus loin les détails de l'émotion intense et en partie factice aux obsèques de M. Jacques Bainville.

Quelle que soit l'antipathie que l'on éprouve pour la personne de M. Léon des « vacances de la légalité », véritable provocateur qui, avant-hier encore, menaçait de lancer 15.000 ouvriers sur les étudiants du Quartier Latin, il faut blâmer hautement ces mœurs intolérables et réprouver cette attaque d'un homme sans défense par de nombreux assaillants.

Ceci dit, les circonstances de l'inplus claire qu'il n'y avait ni prémétombé par hasard dans un attroupement et il a subi le sort qu'aurait certainement connu M. Pierre Taittinger - pour ne citer qu'un nom - s'il avait été reconnu dans une manifestation du « front populaire ».

Le gouvernement, profitant de l

l'agression dont M. Léon Blum a été causée dans les milieux parlementail'objet de la part d'une troupe de res, a saisi l'occasion pour dissoudre camelots du roi venus pour assister immédiatement la « Ligue d'Action Française > et ses deux filiales: les « Etudiants d'A. F. » et les « Camelots du roi ».

Nous avons nous-même suffisam-Blum, théoricien de la violence et ment souffert des injustices, des grossièretés et des attaques calomnieuses de l'A. F. pour pouvoir dire en toute sérénité combien nous jugeons dangereuse et grosse de conséquences la décision qui a été prise si hâtivement, sans doute pour faire diversion aux événements du Quartier Latin.

L'A. F. est certainement coupable d'entretenir systématiquement cident démontrent de la manière la psychose de violence et de haine chez ses adhérents, mais, en l'occurrence, ditation ni organisation. M. Blum est les dirigeants ne portent pas de responsabilité directe. En exagérant la portée de l'événement, en en faisant le point de départ d'une répression collective, on crée volontairement une agitation dont il n'est pas possible encore de prévoir le développement.

HENRI DE KERILLIS

LAPOLITIQUE

Contre la violence

par Albert BAYET.

Léon Blum, passant en volture sur le boulevard Saint-Germain, a été assailli par une bande de Jeunes gens et blessé.

Notre confrère l'Intransigeant précise qu'au moment où il s'affaissait, le visage ensanglanté, « il était question, ni plus ni moins de l'exécuter ».

Mme Monnet, qui se trouvait avec son mari dans la voiture, a été brutalement frappée par les assallants.

En sommes nous donc là ? La propagande en faveur des doctrines de violence tourne-t-elle la tête à certains jeunes gens au point de provoquer d'aussi lâches agressions ?

Certes, Léon Blum recevait, tous les jours, comme Herriot, comme Daladier, des paquets de lettres contenant des menaces de mort. Mais on se plaisait à penser qu'il y a loin de la phrase à l'acte et que les excités s'en tiendraient à ces manifestations épistolaires.

Et voici qu'en plein Paris des jeunes gens se sont rués sur un adversaire désarmé et ont lâchement

frappé une femme.

Non, je ne puis croire qu'il se trouvera, dans un seul parti, un seul Français digne de ce nom pour excuser un tel acte. On comprend, à la rigueur, qu'au cours d'une discussion passionnée, des jeunes gens surexcités en arrivent à échanger quelques horions. Mais se ruer, quand on a pour soi le nombre sur un adversaire sans armes, tenter de l'assommer, frapper une femme, c'est l'acte le moins français, le moins « jeune » qu'il soit possible d'imaginer. Pour que des jeunes gens en arrivent là, il faut qu'ils aient l'esprit empoisonné.

Ce qui les empoisonne — qui ne s'en rend compte ? — ce sont ces idéologies de violence que la Droite répand systématiquement dans notre pays, au risque d'y déchaîner la plus affreuse des guerres civiles.

On ne parle, dans certains partis, que de « grand coup » et « d'heure H ». On dresse des sections d'assaut à tirer au commandement. Non seulement on glorifie la violence, mais on désigne nommément les victimes. Un jour, c'est Blum, un jour c'est Herriot qui est dénoncé publiquement comme « l'ennemi public numéro un ». On va jusqu'à imprimer et répandre dans le pays des listes de Français à abattre.

Comment veut-on, quand se développe une telle propagande, qu'il ne se trouve pas quelques têtes faibles ou quelques cerveaux brûlés pour passer de la théorie à l'acte?

C'est pourquoi — indépendamment des mesures de désarmement des ligues — nous devons dénoncer sans relâche devant l'opinion le sophisme dont s'inspirent les théoriciens de la violence.

On ne cesse de répéter aux fascistes français, comme à ceux d'Allemagne, comme à ceux d'Italie : « Soyez forts! » Et on leur fait croire que la force se mesure à la violence.

C'est exactement le contraire. Dans un pays libre comme le nôtre, où toutes les thèses peuvent être produites et confrontées, le recours à la violence, loin d'être une preuve de force, est une preuve de faiblesse. C'est quand on ne trouve plus d'arguments qu'on va chercher les matraques. C'est quand on ne peut plus convaincre qu'on assomme.

Ainsi toute théorie de la violence, tout appel à la brutalité sont, d'abord, un aveu d'impuissance intellectuelle, un défi à l'intelligence.

Eh bien, libre à d'autres d'accepter ce régime : la France n'en veut pas. Au prix de plus d'un siècle d'efforts héroïques, les républicains ont conquis la liberté. Ils ne permettront pas qu'elle succombe sous l'assaut des matraqueurs organisés.

Désarmement immédiat des bandes de guerre civile, des porteurs de matraques, des porteurs de brownings, des « sections d'assaut », des « dispos », des « troupes de choc »; retour à l'ordre républicain qui est l'ordre dans la liberté : telle est, à n'en pas douter, la volonté du peuple de France ; il est temps et grand temps qu'elle soit respectée.

M. LÉON BLUM EST BLESSÉ par des manifestants avant le passage du cortège de M. Jacques Bainville

(Suite de la première page.)

» Il a des armes : il s'en servira, il s'en est dejà servi. Deux instructions sont déjà ouvertes à propos de l'attentat infame dont un de vos collègues a été victime. Et le Conseil des ministres seru incessamment cemment par la Chambre.

» Le gouvernement ne tolèrera pas qu'une poignée de malfaiteurs pu-blies impose sa loi de violence et de crimes à l'immense majorité des

honnêtes gens de ce pays:

Allocutions de MM. Vincent Auriol, Herriot, Franklin-Bouillon

D'une voix émue, M. Vincent Auriol, après avoir remercié la Chambre de la sympathie qu'elle témoignait au chef du parti socialiste et le gouvernement des paroles de fermeté qu'il venait de prononcer, fit le récit de l'agression contre M. Blum. Il ajouta :

« Cet attentat est un avertissement.

« Cet attentat est un avertissement. On connaît les coupables, ce sont ceux qui depuis deux ans provoquent à l'as-sassinat de tous les chefs républicains, qui suscitent l'agitation au Palais de justice et au Quartier latin et qui ont bé-néficié jusqu'ici de la carence de la magistrature.

» Il s'agit de savoir si les républicains peuvent vivre librement et en sé-curité dans la République et s'ils ne redoubleront pas d'énergie pour défen-dre les institutions. »

M. Herriot ajouta la protestation du parti radical à celle de M. Vincent Au-riol. « Quand on voit, dit-il, quelle campagne de violence est dirigée contre

ne cherchent qu'à fomenter le désordre pour attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement sauront que le gouvernement se dresse pour la défense de nos institutions et le main-tien de l'ordre public, dont seul il doit assumer la responsabilité.

Le gouvernement estime que les pourappelé à appliquer la loi votée ré- suites individuelles sont insuffisamment opérantes et que l'action de répression doit atteindre les associations et les groupements mêmes, qui sont véritable-ment les promoteurs de troubles et d'agitation.

> L'activité des groupements d'Action française repose sans équivoque sur une cause illicité. Leur dissolution doit être poursuivie par la voie et les moyens de la loi du 10 janvier 1936.

Tel est l'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur, Signé :

A. SARRAUT.

Le garde des sceaux, Y. DELBOS.

Les poursuites judiciaires

Le parquet de la Seine a saisi M. Aubry, juge d'instruction, d'un réquisitoire pour provocation au meurtre vi-sant M. Charles Maurras et le gérant sant M. Charles Maurras et le gerant de l'Action Française, à propos d'un article paru le 13 janvier 1936, dans les colonnes de cet organe et reproduisant le texte publié en septembre 1935. Cet article, écrit trois jours après le vote de la loi renvoyant dévant le tribunal correctionnel ce même délit de prevocation au meurtre, visait les 140

provocation au meurtre, visait les 140 d'après-midi dan députés « dont le vote récent à la nalistes et photo Chambre pouvait entraîner à la guerre », rue du Boccador.

Berger, on n'a perquisitionné nulle part. De même pour Plateau, ou à peu près. Nous prenons acte. »

Déclarations de M. Maurras

A vingt-trois heures trente, nous avons demandé à M. Charles Maurras, dont la sérénité apparut à tous imper-turbable, si l'Action Française paraitrait demain ?

Le journal, nous déclare-t-il, paraîtra toujours, encore que l'on nous empêche, cette nuit, de vouloir le faire. Mais il est solide : Fluctuat nec mer-

Sept arrestations place de l'Alma

A l'issue des obsèques de M. Bain-ville, une courte bagarre s'est produite place de l'Alma au cours de laquelle un certain nombre de manifestants ont été appréhendés. Sept de ces manifestants ont été longuement entendus au cours de l'après-midi à la police judiciaire et out été envoyés à 22 heures au dépôt sous l'inculpation de « suspicion de coups et blessures volontaires ». Ce sont les nommés François Godinot, 24 ans. les nommés François Godinot, 24 ans, Maurice Aubin, 51 ans, Robert Delidon, 27 ans, Edouard Perrey, Robert Urban, 20 ans, Henri Vousin, 33 ans, Jean Sans, 28 aus.

La perquisition à l' « Action Française »

On perquisitionne à l'Action Fran-

A cette nouvelle, parvenue en fin d'après-midi dans les rédactions, jour-nalistes et photographes se précipitent

campagne de violence est unigee contin les républicains, on est un peu inquiet pour le régime et un peu honteux pour

» Il est heureux, ajouta-t-il, que M. le président du conseil ait déclaré que ces mœurs ne pouvaient se perpétuer. En veillant à la répression de ces abus, en donnant les ordres de fermeté néces-saire, il rendra service non seulement à la République, mais à la France et à sa réputation. »

- Je ressens douloureusement, moi qui ai tant lutté pour l'union de tous dans le pays, dit M. Franklin-Bouillon, des actes comme celui de ce matin. Ce ne sont pas là les mœurs que la France a apprises au monde et que nous voulons voir subsister dans le pays que nous

aimons.

M. Franklin-Bouillon fut très applaudi. Mais M. Soulier ayant voulu prononcer quelques paroles pour dire que le danger auquel M. Blum avait été exposé ne lui était pas réservé, fut vivement pris à partie et la fin de son intervention se

perdit dans le bruit. La séance fut alors suspendue pen-

dant une demi-heure.

LES REPERCUSSIONS DE L'INCIDENT AU PALAIS-BOURBON DANS LES COULOIRS ET LES GROUPES

Des députés de gauche envoient une délégation a M. Sarraut

L'incident dont M. Blum a été victi-me un peu avant 13 heures, au voisina-ge du Palais-Bourbon, ne pouvait manquer d'être abondamment commenté dans les couloirs de la Chambre, où l'affluence était grande, vu l'importance du débat en cours.

La nouvelle connue, le groupe socia-tiste S. F. I. O. prenuit l'initiative de

D'autre part, le procureur général Fernand Roux et le procureur de la Régénéral publique Cavarroc, après avoir longuement conféré au parquet général, se sont rendus place Vendôme, au minis-tère de la justice. A partir de 18 heures, des perquisitions se sont poursuivics pendant une partie de la soirée, sous les ordres de M. Minais, juge d'instruction, dans les locaux de l'Action Française. On en lira le récit plus

Ce que dit M. Maurice Pujo

A 18 h. 30, M. Maurice Pujo, rédac-

A 18 h. 30, M. Maurice Pujo, rédacteur en chef, arrive à son journal et fait à la presse, qui l'interroge, cette première déclaration :

« Je n'ai pas été un témoin oculaire de l'incident dont a été victime M. Léon Blum. Je tenais les cordons du poèle aux obsèques de Jacques Bainville, J'ai élé prévenu pendant le défilé, puis des témoignages me sont parvenus.

» Il me semble que les faits se présentent ainsi : Boulevard Saint-Germain, au moment où le cortège se for-

sentent ainsi : Boulevard Saint-Germain, au moment où le cortège se forme, une voiture veut le traverser, malgré le service d'ordre autorisé par la police. Les occupants insistent; l'un d'eux excipe de sa qualité de député. La foule s'indigne. M. Léon Blum, montrant ce tête à la routière est respectation. sa tête à la portière, est reconnu; et la colère grandit.

» Sans doute dans le public se trou-vaient des étudiants qui se souvenaient des menaces proférées par M. Blum con-tre cux il y a huit jours. M. Blum s'est heurté aux sentiments de la population parisienne qui a foujours cu le respect

des morts.

"S" Certes, des 'camelots pouvaient se trouver parmi la foule, mais je n'en suis pas sûr. M. Jacques Bainville avait de très nombreux amis, même en dehors de l' « Action Française ».

De son côté, M. Calzaut, qui est pré-

sent, déclare

« Quand on a assassiné Marcel Lan-glois, on n'a perquisitionné dans aucun journal socialiste. Quand on a assassiné

rue au Boccador.

A l'intérieur de l'immeuble, M. Paul Guichard, directeur général de la po-lice municipale, dirige un important

service d'ordre. A l'intérieur, M. Linais, juge d'ins-truction ; M. Estorge, son substitut ; M. Guillaume, commissaire divisionnaire: M. Priollet; M. Moreux et soixante inspecteurs se livrent à une perquisition minutieuse. Ils sont là depuis 17 h. 45; ils ne quitteront la place qu'à 23 h. 30, après avoir opéré dans des conditions d'une exceptionnelle sévérité.

Trouvailles

Au cours de la perquisition opérée à l'Action Française, on a saisi un chapeau et une cravate qui appartiendraient, croit-on, à M. Blum. D'autre part, la police judiciaire a été avisée qu'un amateur photographe avait filmé une phase de l'agression du boulevard Saint-Germain. Ce photographe a été re-trouvé 94, rue de Rennes, à son domi-cile et a remis son film à la police judi-

Arrestation de l'instigateur de la bagarre ?

Le bruit courait cette nuit que le jeune homme soupçonné d'être l'auteur des blessures causées à M. Blum aurait des blessures causees a m. blum autori été arrêté sur la dénonciation d'un col-laborateur des Renseignements Géné-raux, gardé à vue dans un commissa-riat et serait amené ce matin dans les locaux de la police judiciaire où on se proposerait de le mettre en présence du député de Narbonne.

Une manifestation socialiste pour dimanche prochain

Le Populaire annonce dans son nu-méro de ce matin qu'une grande mani-festation, dont les détails seront don-nés ultérieurement, aura lieu dimanche